

Le mardi 17 juillet 2007

LACS RÉSERVOIRS

L'APRLB réclame une meilleure protection



Imacom, Frédéric Côté

Le porte-parole de l'Association des propriétaires riverains du lac Bowker, Pierre Dépôt souhaite que Québec légifère pour obliger les municipalités à protéger leur source d'eau potable.

Denis Dufresne

La Tribune
SHERBROOKE

L'Association des propriétaires riverains du lac Bowker (APRLB) demande à nouveau une réglementation provinciale pour assurer la qualité des lacs réservoirs de moins de quatre kilomètres carrés.

"Nous réclamons un cadre législatif provincial pour obliger les municipalités à se donner un plan de protection de la source d'eau et établir des périmètres de protection", mentionne son porte-parole, Pierre Dépôt.

"Actuellement au Québec, dit-il, les lacs réservoirs sont traités comme les autres; il n'y a pas de zones de protection, ni de programme d'acquisition de terrains pour limiter le développement domiciliaire".

"La Ville de New York, par exemple, a un programme d'acquisition et de conservation de terrains pour protéger son réseau d'approvisionnement en eau potable", signale-t-il.

"Il y a aussi l'exemple du Maine, où toute activité est interdite dans un rayon de 1000 à 3000 pieds autour de la prise d'eau", illustre-t-il.

L'APRLB prône depuis des années l'interdiction des embarcations à moteur à essence sur les lacs réservoirs de moins de quatre kilomètres carrés, une mesure qui figure dans la Politique nationale de l'eau de 2002, mais qui n'a pas eu de suite.

En Estrie, les lacs Bowker, Orford, Montjoye et du Fer à cheval, notamment, ont moins de quatre kilomètres carrés et servent de source d'eau municipale, mais seul le lac Montjoye prohibe les embarcations à moteur.

Pierre Dépôt ajoute qu'une étude récente de Réseau environnement, un regroupement de professionnels et de firmes spécialisés en environnement, vient renforcer les arguments de l'APRLB.

Cette étude, signée par Hubert Demard, un spécialiste de l'eau, a été remise l'automne dernier au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

Elle conclut que le Québec protège mal ses réserves d'eau brute où s'alimentent les municipalités. Les lacs et cours d'eau utilisés comme réservoirs d'eau potable sont menacés par l'érosion, la navigation de plaisance et l'urbanisation, dit l'auteur.

Il propose notamment que les municipalités québécoises soient tenues d'identifier régulièrement les menaces potentielles qui pèsent sur leurs prises d'eau, comme cela se fait en Ontario.

Des analyses des risques sur l'ensemble des bassins versants devraient également devenir la norme, croit l'auteur.

"L'étude souligne d'autre part plusieurs États américains, de même que le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, ont réglementé pour bannir les embarcations à moteur deux-temps ou même tous les moteurs à explosion sur les plans d'eau utilisés comme source d'eau potable", mentionne Pierre Dépôt.

À ce propos, Réseau environnement suggère que Québec encourage les municipalités qui envisagent l'interdiction de se prévaloir du Règlement sur les restrictions à la conduite des bateaux de la Loi sur la marine marchande.

Mais selon Pierre Dépôt, le Québec pourrait passer outre à cette législation fédérale et réglementer lui-même, comme l'on fait le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

"On ne vise pas seulement la navigation, mais la protection de tout le bassin hydrographique. C'est inclusif et cela permettrait au Québec de réglementer en ce domaine", juge-t-il.

L'étude de Réseau environnement encourage de plus les municipalités propriétaires de rampes de mise à l'eau d'en restreindre l'accès à leurs seuls résidents et d'utiliser leurs pouvoirs pour limiter ou empêcher l'aménagement de mises à l'eau commerciales.

"On a rencontré le MDDEP à deux reprises. Mais le gouvernement continue de miser sur le bon vouloir des municipalités; nous ont dit que ça prend une loi", affirme M. Dépôt.

denis.dufresne@latribune.qc.ca